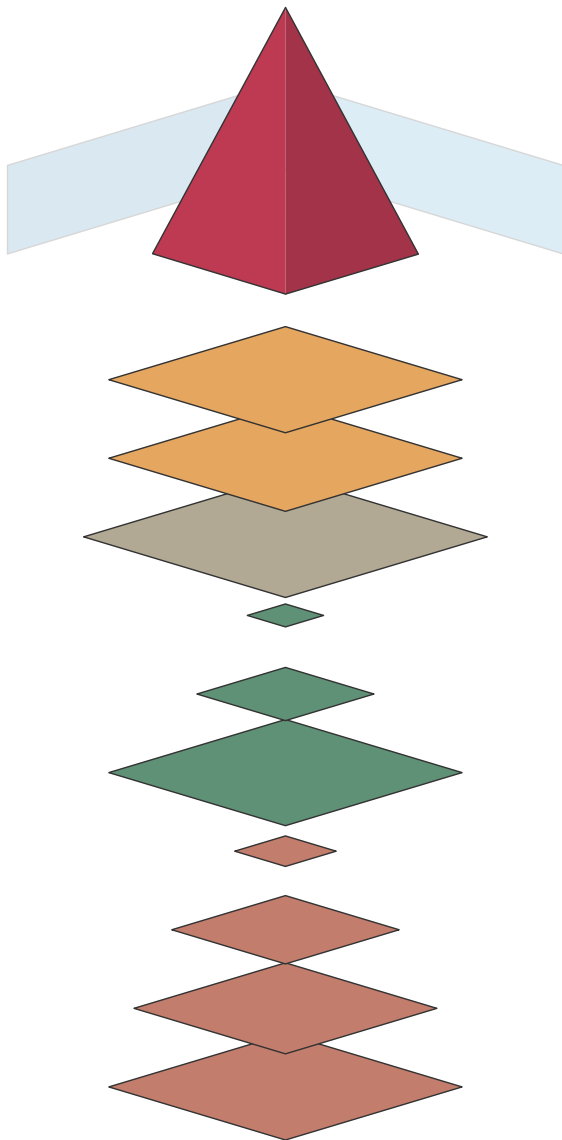


TCHAD



5,86
SCORE DE CRIMINALITÉ

51^e sur 193 pays
17^e sur 54 pays africains
4^e sur 11 pays d'Afrique centrale

MARCHÉS CRIMINELS **5,35**

TRAITE DES PERSONNES	7,00
TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS	7,00
TRAFIC D'ARMES	8,00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	1,50
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	3,50
CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS NON RENOUVELABLES	7,00
COMMERCE D'HÉROÏNE	2,00
COMMERCE DE COCAÏNE	4,50
COMMERCE DE CANNABIS	6,00
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	7,00

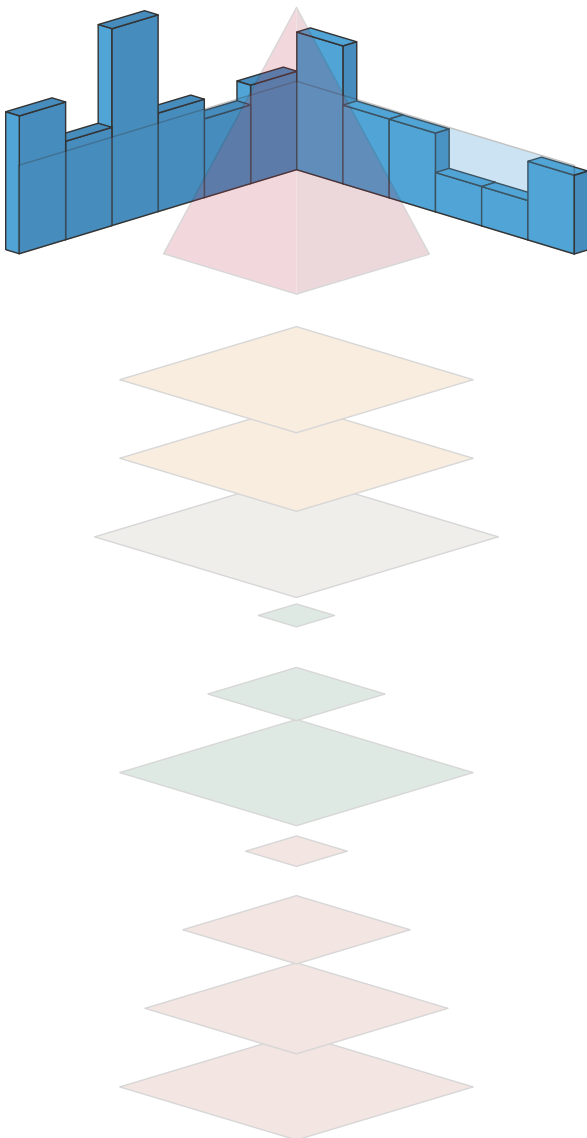
ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ **6,38**

GROUPES DE TYPE MAFIEUX	5,50
RÉSEAUX CRIMINELS	6,50
ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT	8,50
ACTEURS ÉTRANGERS	5,00

2,46
SCORE DE RÉSILIENCE

175^e sur 193 pays
43^e sur 54 pays africains
7^e sur 11 pays d'Afrique centrale





2,46
SCORE DE RÉSILIENCE

175^e sur 193 pays
43^e sur 54 pays africains
7^e sur 11 pays d'Afrique centrale

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	3,50
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	2,50
COOPÉRATION INTERNATIONALE	5,00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	2,50
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	2,00
FORCES DE L'ORDRE	2,50
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	3,50
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	2,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	2,00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	1,00
PRÉVENTION	1,00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	2,00

5,86
SCORE DE CRIMINALITÉ

51^e sur 193 pays
17^e sur 54 pays africains
4^e sur 11 pays d'Afrique centrale

MARCHÉS CRIMINELS	5,35
ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	6,38

CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

La traite des personnes est très répandue au Tchad, notamment aux frontières avec le Soudan et la Libye. L'exploitation des personnes par le travail est largement liée aux industries extractives, notamment l'extraction de l'or et la production de charbon de bois, ainsi qu'à la servitude domestique et la pêche artisanale. L'exploitation sexuelle existe bel et bien, mais est moins fréquente. Au Tchad, la traite des personnes est en grande partie nationale, mais on observe une augmentation du nombre de travailleuses du sexe tchadiennes dans les pays voisins. Les réseaux de traite des personnes opérant au Tchad se diversifient géographiquement. Le recours à la tromperie a également été signalé pour faciliter le recrutement et le transport de jeunes hommes et de garçons des communautés arabes du sud et de l'est du Tchad vers les grandes villes du sud de la Libye. Les recrues sont ensuite enrôlées comme mercenaires dans les guerres en Libye ou au Yémen.

Le trafic d'êtres humains au Tchad a augmenté au cours des dernières années, en particulier en ce qui concerne les déplacements effectués depuis la frontière du pays avec le Soudan vers la Libye. En général, ce sont les migrants camerounais et nigériens vivant et travaillant déjà au Tchad qui se rendent en Libye via le Tchad. Si le trafic de personnes en provenance d'Afrique de l'Ouest cherchant à se rendre en Europe reste faible, la migration irrégulière des régions méridionales du Tchad vers la Libye et vers les champs aurifères du nord continue d'augmenter. La région du Tibesti dans le nord-ouest, où se trouvent les deux plus grands gisements aurifères tchadiens, est l'une des principales plaques tournantes du trafic d'êtres humains du pays. Bien que de nombreux migrants soient tchadiens et donc techniquement autorisés à voyager dans leur pays, ils sollicitent souvent les services de passeurs, car la migration vers le nord pour l'exploitation de l'or est désormais illégale. Dans l'ensemble, les restrictions de déplacement instaurées par le gouvernement pendant la pandémie de COVID-19 ont eu peu d'impact sur l'industrie du trafic d'êtres humains au Tchad tout au long de 2020. Les demandeurs d'asile et les réfugiés du Darfour dans l'est du Tchad sollicitent également souvent les services de passeurs. Ceux-ci sont généralement issus de groupes ethniques sahariens ou de groupes nomades transfrontaliers. Les clandestins sont régulièrement victimes d'abus de la part des passeurs et certains succombent aux dangers du voyage.

COMMERCE

Au Tchad, les problèmes liés à la possession et au trafic d'armes restent aigus. En effet, les frontières du pays sont réputées poreuses et idéales pour l'échange illégal d'armes. Le trafic d'armes emprunte plusieurs couloirs différents, impliquant la grande majorité des pays voisins, dont le Niger, le Soudan et la Libye, ainsi que le Nigéria et la République centrafricaine. La prolifération des groupes armés à la plupart des frontières du pays fait augmenter la demande d'armes. Le Tchad est touché par de nombreux conflits notamment celui en Libye qui a commencé en 2011, le conflit dans la région voisine du Darfour au Soudan qui sévit depuis 2003 et a traversé la frontière avec le Tchad, mais aussi le conflit dans la région du lac Tchad qui a éclaté en 2009, avec l'insurrection de Boko Haram. Il convient de souligner qu'en demandant aux citoyens de l'est du Tchad de remettre leurs armes personnelles, il se pourrait que le gouvernement ait favorisé le trafic en stimulant la demande d'armes pour remplacer celles ayant été confisquées.

ENVIRONNEMENT

Le commerce illicite de la flore est limité par rapport aux autres pays de la région, mais le Tchad importe du bois illicite du Cameroun voisin. En ce qui concerne la criminalité liée à la faune, le pays reste sous la menace des activités de braconnage à grande échelle de grands mammifères en raison de la forte demande internationale d'ivoire et d'autres trophées provenant d'espèces protégées. Parmi les braconniers, on compte des groupes locaux lourdement armés d'origine tchadienne, soudanaise ou camerounaise. Aujourd'hui, si les éléphants constituent toujours une ressource intéressante pour le braconnage, la présence de gardes forestiers a fait reculer l'activité dans la région. Dans le nord du Tchad, une pratique courante consiste à capturer des faucons et à les vendre à des acheteurs du Moyen-Orient.

Cependant, la criminalité liée aux produits non renouvelables constitue de loin le plus grand marché de la criminalité environnementale au Tchad. L'extraction illégale de l'or est très répandue et engendre de l'insécurité et des violences. Diverses personnes sont impliquées : mineurs locaux, réseaux criminels organisés et entrepreneurs, acteurs intégrés à l'État, acteurs criminels étrangers. Ce secteur constitue le principal moyen de subsistance pour un large pan de la société. En outre, les champs aurifères du nord du Tchad sont des plaques tournantes majeures du trafic d'êtres humains, ainsi que de la traite des personnes, car les migrants qui les traversent sont souvent exploités physiquement ou par la servitude pour dettes. Bien que beaucoup moins répandue que l'extraction de l'or, la contrebande de pétrole est également présente au Tchad.

DROGUES

Le Tchad est un pays de transit pour l'héroïne, mais, dans l'ensemble, le niveau du trafic d'héroïne est considéré comme faible. Il existe des liens entre les organisations terroristes nationales et régionales et le trafic de drogue, notamment l'héroïne, par les routes sahéliennes en Afrique du Nord, avec pour destination les marchés européens et nord-américains. De même, le Tchad est un pays de transit pour la cocaïne. Bien que ce trafic soit faible, il reste plus important que celui de l'héroïne. Le commerce de cannabis est présent le long de la plupart des frontières sud du Tchad. Produit le long des frontières avec le Nigéria, le Cameroun, la République centrafricaine et le Soudan, le cannabis fait également l'objet d'un trafic vers le Tchad à partir de ces pays. Le trafic de cannabis provient principalement du Nigéria, et du cannabis est produit dans le sud du Tchad, ainsi que dans la région du lac Tchad. On constate une légère baisse du trafic en raison du conflit qui touche le centre du Sahel. Enfin, en matière de drogues de synthèse, la consommation domestique de Tramadol est un problème de plus en plus important au Tchad. Si plus de la moitié des pharmacies du pays ont été fermées ces dernières années, certaines ayant été impliquées dans la vente clandestine de Tramadol, tout indique que ces fermetures n'ont eu qu'une efficacité limitée en matière de ralentissement de la consommation. Les mineurs artisanaux du secteur informel de l'extraction de l'or consomment également cette drogue afin d'augmenter leur productivité et de supprimer la faim.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Plusieurs groupes armés rebelles opèrent dans le nord et l'est du Tchad. Ils sont impliqués dans divers trafics, notamment le trafic de drogue et la contrebande d'or. Dans l'extrême nord et l'est du pays, les trafiquants, bandits, criminels, voleurs et gangs routiers non organisés et non structurés prolifèrent. La corruption est omniprésente dans l'administration tchadienne. Les douanes et les services de police sont accusés de protéger les trafiquants. Selon certains rapports, des fonctionnaires chargés de la protection de la faune seraient impliqués dans le commerce illicite de l'ivoire. On a également relevé un cas récent d'acteurs intégrés à l'État impliqués dans le trafic de stupéfiants. En ce qui concerne les acteurs étrangers, le Tchad est l'épicentre de la criminalité transfrontalière dans la région. Les incursions de groupes soudanais et de ressortissants centrafricains sont fréquentes. Le pays abrite également de petites milices étrangères autonomes, connues pour s'adonner au braconnage d'espèces sauvages, à la traite des personnes, au trafic d'armes et de minerais, ainsi qu'aux raids et aux enlèvements. Il est également possible que des groupes armés de l'extrême nord opposés au régime de N'Djamena recrutent des mercenaires soudanais et libyens.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Malgré la faiblesse du cadre réglementaire et institutionnel pour lutter contre la prévalence du crime organisé, le gouvernement tchadien a pris des mesures importantes pour lutter contre la criminalité, quoique par le biais d'une approche uniquement sécuritaire. L'armée se livre par ailleurs régulièrement à des opérations de répression sur les sites d'extraction d'or illicites du nord du pays. Ces actions ne visent pas nécessairement à s'attaquer au crime en lui-même, mais sont plus souvent liées à des objectifs stratégiques liés à la lutte contre l'opposition politico-militaire armée ou à la sécurisation de l'accès aux zones d'extraction d'or artisanales afin de pouvoir commencer l'extraction industrielle gouvernementale. Dans l'ensemble, la transparence du gouvernement tchadien est limitée et le niveau de perception de la corruption dans le pays est l'un des plus élevés au monde. Les mécanismes de contrôle sont quasi inexistantes. Des officiers de l'armée et d'autres organismes de sécurité ont cependant été jugés, emprisonnés et condamnés à des amendes pour leur implication dans le trafic de drogue.

Sur le plan international, le Tchad a montré des signes concrets de sa volonté de promouvoir la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité organisée. Il entretient également des relations étroites avec de nombreuses organisations internationales dans la lutte contre le crime organisé transnational et contre le terrorisme au Sahel, qui déploient des efforts importants pour contrer Boko Haram au Cameroun et au Nigéria. L'UE, la France et les États-Unis considèrent le Tchad comme un partenaire essentiel dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé dans l'ensemble de la région. Enfin, le pays a ratifié plusieurs traités internationaux relatifs au crime organisé. Sur le plan national, alors que le Tchad dispose de certains cadres juridiques pour lutter contre le crime organisé, leur mise en œuvre demeure difficile. De plus, dans certaines régions du pays, les traditions et pratiques religieuses confèrent une légitimité à certains marchés criminels, notamment la traite des personnes, des jeunes femmes étant souvent victimes de l'esclavage moderne.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le long de la frontière avec le Soudan, de vastes zones échappent partiellement ou totalement au contrôle du gouvernement central. Au Tchad, les forces de l'ordre sont essentiellement présentes dans les grandes villes et demeurent limitées géographiquement et dans leurs fonctions. En outre, elles sont souvent critiquées dans les zones où les lois religieuses traditionnelles sont en vigueur. Malgré cela, des groupes de travail spéciaux avec des objectifs géographiques ou thématiques spécifiques ont été créés et ont remporté quelques succès dans la lutte contre la criminalité. En ce qui concerne le système judiciaire, il n'existe pas au Tchad d'organisation judiciaire spécialisée dont le but serait de lutter contre le crime organisé. L'État et le pouvoir judiciaire sont pratiquement absents de certaines régions du pays où sévissent des rébellions armées.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Les capacités de réglementation économique du Tchad sont faibles. La sécurité reste la principale priorité de l'État et il n'y a pas eu de progrès significatif dans la mise en relation de la réglementation économique et de la lutte contre le crime organisé. Faire des affaires au Tchad est extrêmement difficile en raison de cette capacité de réglementation économique très limitée. En 2018, l'Assemblée nationale du pays a adopté une loi contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, qui prévoit des mesures provisoires et répressives. Cette loi couvre également la coopération internationale, notamment l'entraide judiciaire entre les services compétents des différents États et l'extradition des personnes. Néanmoins, l'efficacité du cadre pour la lutte contre le blanchiment d'argent du pays, et plus précisément son application, reste extrêmement faible.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Au Tchad, le soutien aux victimes et aux témoins est insuffisant et se concentre uniquement dans certaines zones géographiques. Le gouvernement collabore avec des organisations internationales pour venir en aide aux victimes de la traite des personnes. Par ailleurs, un petit groupe d'organisations de la société civile se mobilise et dénonce ce fléau. De même, les actions de prévention contre la criminalité organisée sont très peu développées, mais on observe une certaine mobilisation des acteurs de la société civile pour mener à bien ce type d'actions dans certaines parties du pays. En ce qui concerne les médias, les journalistes sont souvent arrêtés ou attaqués pour des reportages défavorables au gouvernement. Des médias ont été suspendus en raison de critiques concernant leur couverture des événements et les autorités ont bloqué l'accès aux médias sociaux pendant les manifestations.